

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 22 octobre 2026

Une belle causerie, cela se voit que je vais beaucoup mieux ! Je me demande si je ne ferais pas de l'asthme ?

On installe ce soir ou demain le nouveau super disque dur, je vais pouvoir travailler l'esprit tranquille, soulager de 17 000 roupies, plus 1 000 roupies que je vais filer à mon informaticien. Il ne me réclame jamais rien, il est encore jeune, c'est un bon pote du fils de ma compagne, je ne profite jamais des gens ou de la situation, c'est un principe. Vous le savez, je suis bourré de principes, et pour aggraver mon cas, je les applique ! Et puis il me file tous les logiciels gratuitement.

La mousson a de l'avance cette année. En principe, elle devrait débiter en septembre, mais depuis au moins 20 ans ou plus même, tous les ans elle est décalée d'un mois ou plus, entre la mi-octobre et la mi-novembre. Du coup, il pleut depuis 5 jours pratiquement jour et nuit avec quelques accalmies. Personne ne s'en plaint.

A cause des nuées de moustiques, les Indiens se calfeutrent chez eux, en fin d'après-midi et en soirée, il n'y a plus personne dans les rues du village, qui est silencieux. Sinon le reste de l'année, c'est comme en Italie ou dans les pays du Sud, les gens vivent dehors et s'interpellent bruyamment, ils parlent très forts, ils sont tous à moitié sourds.

Ils n'ont même pas de fric pour installer des moustiquaires aux fenêtres, c'est cela la pauvreté, un des thèmes de cette causerie. Ils sont obligés de tout fermer et ils ne peuvent même pas profiter de la fraîcheur qui tombe en fin de journée. Ils font tourner des ventilateurs, parce qu'il fait encore chaud dans les maisons. Ils dépensent de l'électricité, ils n'ont pas de bol les pauvres, on leur impose une double, une triple peine, c'est vraiment dégueulasse.

L'ennemi des puissants, ce sont les pauvres, le nôtre, c'est la pauvreté, c'est-à-dire eux et leur système économique maudit !

Offrons-nous un moment de détente bien mérité. C'est comme cela qu'on l'aime l'Amérique.

Crossroads Guitar Festival - DAY 1 - Concert stream in Austin, Texas

https://www.youtube.com/watch?v=l2cCj0CAQk4&list=RDl2cCj0CAQk4&start_radio=1

Crossroads Guitar Festival - DAY 2 - Concert stream in Austin, Texas

https://www.youtube.com/watch?v=fnEzm5KufKQ&list=RDfnEzm5KufKQ&start_radio=1

On ne plaisante pas avec le fascisme. Film. Viva la muerte !

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2026/Viva_la_muerte.webm

Totalitarisme. La France passe en mode régime policier militarisé (provisoirement).

Manifestations du 24 octobre en France : un dispositif de sécurité «massif» annoncé - RT 21 oct. 2026

Face aux critiques sur le maintien de l'ordre lors de la journée de mobilisation du 17 octobre, le Premier ministre Sébastien Lecornu et le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez ont détaillé, le 20 octobre à l'Assemblée nationale, les mesures prévues pour les nouvelles manifestations du 24 octobre.

Laurent Nuñez a précisé : « *Nous allons évidemment monter en gamme [...] en termes de moyens, en volume bien sûr, en termes de forces engagées et en termes de réactivité, de mobilité, pour aller percuter, impacter ces groupes qui dispersent les forces de l'ordre de manière extrêmement planifiée* »

Seront mobilisés la Brigade de recherche et d'intervention, le Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale, le RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), des hélicoptères, des Centaures et des engins lanceurs d'eau. Les militaires de l'opération Sentinelle seront en outre déployés « *en substitution des forces de sécurité intérieure, principalement sur des missions de sécurisation statique* », afin de libérer policiers et gendarmes pour le maintien de l'ordre.

Le ministre a par ailleurs indiqué qu'il réfléchissait à l'interdiction de manifestations non déclarées ou susceptibles de troubler l'ordre public, y compris certaines pourtant déclarées si le service d'ordre ne garantit pas la sécurité. Pour les cortèges sans risque, il juge impératif de privilégier des itinéraires éloignés des bâtiments publics et des rues commerçantes. Il souhaite aussi renforcer le renseignement sur les participants les plus radicaux. « *Nous serons au rendez-vous* », a-t-il assuré, en promettant la fermeté. RT 21 oct. 2026

En complément.

Qui a dit ?

- « *Si à un moment donné, on est pris de court, on n'a pas assez de moyens, il vaut mieux la présence de l'armée qu'une nouvelle nuit de pillage* »

Réponse : Le maire de Paris Centre Ariel Weil (PS).

Réflexion sur la situation politique en France. Un climat de guerre civile larvée.

En France, Retailleau et Larcher évoquent l'interdiction de LFI, Attal couperait bien Internet, et pour les manifestations du 24 octobre n Macron a décidé de faire appel à l'armée pour protéger les bâtiments officiels, mimant Mélonie la fasciste.

En Italie Mélonie aussi recourt à l'armée sans toutefois lui donner les pouvoirs de la police, pour le moment, ce qui amèneraient les militaires à affronter les manifestants, avant sans doute l'interdiction de leurs syndicats et partis, l'arrestation de leurs dirigeants au cas où elle craindrait de perdre le contrôle de la situation, qui sait, cela s'est produit si souvent dans le passé, c'est d'ailleurs à cela qu'on reconnaît le basculement d'un régime en place dans le fascisme, sur ordre de l'oligarchie financière.

Le secrétaire national du Parti des travailleurs (PT), D. Gluckstein, a eu raison de rappeler qu'il ne suffisait pas qu'un ou une fasciste accède au pouvoir pour qu'un régime devienne fasciste du jour au lendemain, faudrait-il encore qu'il remplisse certaines conditions, dont la mise hors la loi du mouvement ouvrier, l'interdiction des syndicats et des partis, de toute expression dite démocratique, militantisme sur la voie publique, réunion, meeting, conférence, manifestation, la suspension de la Constitution et des institutions, l'annulation de tout processus électoral, la censure de tous les médias, la destruction de leur littérature jugée subversive, etc.

On n'en est pas encore là, et je pense qu'ils auraient du souci à se faire s'ils voulaient avancer dans cette voie compte tenu que l'ensemble des travailleurs sont connectés à des supports d'information numériques, ou alors il leur couper Internet, mais dans ce cas-là, les masses réagiraient, elles n'auraient plus d'autre recours pour continuer leur combat que se tourner à nouveau vers les organisations du mouvement ouvrier, ce qui permettrait paradoxalement d'accroître et d'accélérer leur mobilisation contre le régime, car les travailleurs et les jeunes, au lieu de se retrouver planter devant des écrans sans se connaître ou se rencontrer, feraient l'expérience souvent pour la première fois de la lutte de classe organisée, ce qui ne pourrait que renforcer leur confiance en eux et leur détermination à mener leur combat politique jusqu'au bout, donc au passage à se radicaliser encore davantage jusqu'à adopter des objectifs qui les mettraient sur la voie du socialisme.

La France, avec sa longue tradition de la lutte de classe du prolétariat, ce n'est pas le Népal, le Bangladesh, l'Inde, la Tunisie, l'Egypte ou l'Irak...

Ce n'est pas encore un régime fasciste, mais la tentation est grande ! En attendant, cela pue le fascisme en France et ailleurs en Occident, en Italie notamment.

Gouvernement-LFI : les tensions s'exacerbent, Retailleau et Larcher évoquent l'interdiction du parti - RT 21 oct. 2026

Dans un entretien au Figaro, le président du Sénat, Gérard Larcher, a estimé que la question de l'interdiction de LFI « peut être posée ». « Nous avons pu dissoudre Génération identitaire et La Jeune Garde. LFI est un parti politique qui concourt à l'expression de la nation. Je l'entends. Mais il tient une grande part de responsabilité dans le discours de haine », a-t-il déclaré.

Ces déclarations font écho à celles de Bruno Retailleau, président des Républicains (LR), favorable à l'instauration d'un cordon sanitaire autour de LFI. Dès le 1er octobre, sur BFMTV-RMC, il avait qualifié le mouvement de « parti séditieux », « fasciné par la violence » et cherchant à « organiser l'insurrection ». « Je sais que c'est très difficile en droit, mais on ne peut plus faire comme si de rien n'était », avait-il insisté. RT 21 oct. 2026

Gabriel Attal invité de RTL, lundi, a défendu un blocage des réseaux sociaux « temporaire, ciblé, sur les territoires où se déroulent des émeutes ». Selon lui, les points de rassemblement s'y

organisent, et un « *mimétisme* » pousse des jeunes à se croire à l'abri de toute sanction. 20 Minutes 22 octobre 2026

En complément. Les néoconservateurs et les libertariens voteraient Le Pen.

Donald Trump dit tout le bien qu'il pense de Marine Le Pen en vue de l'élection présidentielle de 2027 - HuffPost 21 octobre 2026

Donald Trump a présenté ce mardi 20 octobre Marine Le Pen comme la « *voix conservatrice* » en France dans le contexte des violences frappant le pays, mais sans aller jusqu'à apporter officiellement son soutien à la candidate d'extrême droite en vue de l'élection présidentielle de 2027.

Elon Musk, très impliqué dans les élections en Europe et accusé d'ingérence, avait de son côté déclaré en juillet dernier que Marine Le Pen était « *le dernier espoir de la France* ». HuffPost 21 octobre 2026

Combien y a-t-il vraiment de pauvres en France ? Je l'ignore toujours.

J-C – Je ne tiens pas les mêmes raisonnements qu'eux, parce que je suis moi-même pauvre sans l'être totalement, je m'explique. Avec ma retraite inférieur à 500 euros, j'arrive à m'en sortir en Inde grâce au taux de change, 1 euro = 100 roupies, sinon je serais dans la misère noire, je ne pourrais même pas rester en Inde.

Malgré tout, j'ai de quoi vivre confortablement, mais attention, en me privant sur tout, y compris l'alimentation et la santé. Je ne voyage pas, je ne pars pas en vacances, je ne vais jamais au restaurant, je ne fais pas de tourisme, je n'ai aucun loisir, je ne m'achète aucun vêtement, on m'en offre à mon anniversaire ou lors des fêtes indiennes.

J'économise sur absolument pas, et on ne jette jamais rien, on achète uniquement ce dont on a besoin, on remplace un appareil quand il n'est plus réparable, on n'a rien en double chez nous, on vit à deux, on n'a que deux couteaux de cuisine, pas trois, on mange avec la main droite, on a un saladier et pas deux. Par contre, on a 7 ventilateurs parce qu'on crève de chaud l'été et je ne supporte pas la chaleur, mais on en utilise qu'un à la fois, parfois deux quand il fait 40°C, là c'est permis. On ne mange plus que du poulet, des œufs et des sardines, le poisson parmi les moins chers, tout le reste on le boycotte. Pareil pour tous les articles importés, même la salade verte je m'en passe, 200 roupies le kilo, alors que les haricots verts sont à 80 ou 100 roupies le kilo. On mange le riz du « *ration card* » distribué par le gouvernement, les 3 chiens aussi, 15 roupies le kilo au lieu de 50 ou 60 minimum, et comme il a été grossièrement blanchi, il a plus de goût ou il est meilleur ! Plus d'alcool, plus de cigarettes. Je calcule même le prix de revient de chaque assiette, et parfois j'ai des surprises. On mange encore des spaghettis italiennes, un luxe, pas du tout, pour un paquet acheté, j'ai un paquet gratuit, 180 roupies, cela fait le paquet de 500 gr à 90 roupies, avec cela on peut faire environ 8 repas, soit 10 ou 12 roupies l'assiette, au resto le moindre repas dégueulasse avec du riz, il faut compter entre 65 et 80 roupies, on ajoute juste un bout de beurre et de la sauce tomate faite maison, le kilo de tomate entre 10 et 30 roupies selon la saison, parfois beaucoup plus, mais je n'en achète plus.

Dans ce conditions, avec ma retraite de misère, je ne suis pas pauvre selon leurs critères, mais moi je me considère pauvre, parce que je dois me priver sur tout, pendant qu'il y en a qui se gavent en dormant. Tous les Indiens que je connais sont pauvres, tous, et tous sont endettés et rencontrent des

difficultés matérielles innombrables en permanence, tous sont malheureux, et je vous garantis que je n'exagère rien.

En êtes-vous là en France ? Merci de me répondre.

Près d'un Français sur cinq se retrouve à découvert chaque mois à cause de la hausse du coût de la vie, selon une étude - FranceInfo 22 octobre 2026

Ce découvert est dans la plupart des cas inférieur à 200 euros et résorbé en moins d'une semaine, rapporte le comparateur Panorabanques.

Un peu moins de la moitié des Français (43%) voient leurs comptes en banque basculer dans le rouge une fois par an, d'après ce sondage.

Les règles en matière de découvert bancaire vont être durcies en France à partir du 20 novembre. L'entrée en application d'une directive européenne alignera en effet les "petits" découverts, de moins de 200 euros, sur les règles des crédits à la consommation, plus restrictives.

La question la plus connue que plus personne ne se pose en France, sauf à France Info.

- L'élection présidentielle permettra-t-elle vraiment de sortir de la crise politique et sociale qui secoue le pays ? - France Info 22 octobre 2026

Ils ne font plus guère d'illusions :

- L'émergence brutal d'un tel mouvement de contestation à six mois de la présidentielle ne plaide d'ailleurs pas en faveur d'un scrutin comme solution à la crise. *"Il ne faut pas trop attendre de cette échéance présidentielle. Les problèmes qui sont là aujourd'hui – les revendications des lycéens, la hausse du carburant ou du coût de la vie – seront là demain, quel que soit l'homme ou la femme qui gagnera l'élection présidentielle."* Pascal Perrineau, politologue.

Désabusés, la logique la plus élémentaire leur échappe :

- *"Il n'y a pas de logique à ce qu'un grand mouvement social apparaisse à six mois du scrutin. Si les gens pensaient que l'élection allait tout changer, ils attendraient sagement, analyse Antoine Bristielle. Cela montre l'état d'exaspération dans le pays. S'en remettre encore une fois à cette échéance présidentielle est un pari risqué. Beaucoup de citoyens considèrent que la politique institutionnalisée ne réglera pas tout."*

Ils ne peuvent pas admettre que la Ve République est obsolète, et que l'Etat sera ingouvernable jusqu'à sa chute :

- Le fait majoritaire, constitutif du fonctionnement de la Ve République, sera-t-il de retour ? Le prochain chef de l'Etat pourra-t-il compter sur une majorité absolue ? Si ce n'est pas le cas, *"il n'a pas de pouvoir ni de marge de manœuvre"*, juge Benjamin Morel. *"Non, le fait majoritaire appartient au passé. La tripartition, voire la quadripartition de la vie politique s'est installée en France. Le futur chef de l'Etat aura une majorité éclatée et il devra trouver des majorités au coup par coup"*, comme c'est le cas pour les gouvernements qui se succèdent (Barnier, Bayrou, Lecornu)

depuis la dissolution, prédit le politologue Pascal Perrineau. Une analyse partagée par de nombreux experts de la vie politique française.

Les "deux blocs" (droite et gauche) qui la protégeaient des masses ont commencé à se fracturer et sont voués à se disloquer :

- La perspective de mai 2027 comme solution à la crise s'éloigne donc fortement. *"Historiquement, l'élection présidentielle a pu incarner un choix politique fort – par exemple, le choix de l'alternance – mais dans un contexte très différent d'affrontement droite-gauche classique, complète le juriste Benjamin Fargeaud. Elle n'a jamais été en situation, depuis 1962, de surmonter une situation où l'opinion politique est profondément divisée en plus de deux blocs."*

Ils ne croient même plus en la magie pour accorder une quelconque légitimité au futur locataire du Palais, c'est pour dire :

- *"On ne voit guère pourquoi l'élection présidentielle serait une onction magique apportant au futur ou à la future présidente l'autorité et la légitimité tant attendues."* Benjamin Fargeaud, professeur en droit public à franceinfo.

Les masses ne croient même plus dans la providence, tout fout le camp, du coup, ils en deviennent pessimistes :

- Est-ce à dire, dans cette configuration, que les citoyens eux-mêmes ont cessé de croire *"à la culture de l'homme ou la femme providentielle"*, pourtant *"très forte en France"*, comme le rappelle Pascal Perrineau ? Le pessimisme règne en tout cas.

Et ils ne peuvent même pas s'en remettre ni à une "solution miracle", ni à une "intervention divine ou surnaturelle, ni à un tour de "magie", parce qu'ils font "davantage partie du problème que de la solution" :

- Mais, l'échéance présidentielle est-elle la solution miracle à la colère qui traverse le pays ? Mettra-t-elle un point final à l'instabilité politique qui secoue la France depuis la dissolution de l'été 2024 ? Permettra-t-elle une nouvelle prospérité économique qui sonnera la fin des revendications contre la vie chère ? *"Il ne se passera aucune intervention divine ou surnaturelle qui, dans six mois, réglera par magie la situation, tranche Benjamin Fargeaud, professeur de droit public à l'université de Lorraine. L'écran formé dans l'esprit des uns et des autres par l'élection présidentielle fait davantage partie du problème que de la solution."*

Je vous passe les déclarations de Mélenchon ou Glucksmann relatives aux solutions qu'ils proposent, et qui ne permettront pas de répondre aux revendications des lycéens, des étudiants et des travailleurs.

Il leur reste prosaïquement les "promesses", mais plus personne n'est dupe :

- *"Si vous voulez être élu demain, vous devez en faire des tonnes pour dire que votre candidat est le sauveur. Si vous dites que ça va être très compliqué, vous n'êtes pas élu"*, décrypte le constitutionnaliste Benjamin Morel. Ces promesses électorales classiques font sourire dans les couloirs du pouvoir, quand elles n'agacent pas.

Le pays est au bord du dépôt de bilan, la marge est inexistante. Se résigner ou saigner la bête immonde, le capitalisme :

- Le déficit public a atteint 5,4% en 2026 et les taux d'emprunt s'envolent. Le prochain président de la République aura donc fort à faire sur le plan budgétaire.

Non, l'héritier du trône n'aura pas à composer avec une "inconnue", puisque la crise politique et institutionnelle se poursuivra jusqu'à son terme : la révolution !

- Mais, avant même de se confronter à la situation financière du pays, il lui faudra dissoudre l'Assemblée et convoquer des élections législatives anticipées, *"l'éléphant dans la pièce dont personne ne parle dans cette campagne"*, glisse une source ministérielle. Et là, c'est le saut dans l'inconnu.

La situation pourrait-elle rapidement devenir insurrectionnelle, ils le craignent :

- Au sein du bloc central, certains agitent d'ailleurs le spectre d'un duel entre LFI et le RN au second tour, qui aurait des conséquences dans la rue, avec un risque d'*"insurrection potentielle"*, pointe un conseiller du pouvoir.

Il n'y aura pas de sauveur suprême pour la Ve République et le capitalisme

- *"Le fait que les partis les plus radicaux fassent la course en tête dans les sondages démontre bien l'état de mécontentement dans la population, qui les considère comme une sorte de dernier recours"*, estime Antoine Bristielle.

Un exercice périlleux ou casse-gueule sans filet dans des conditions inédites :

- La situation actuelle n'a tout simplement pas de précédent. *"Jamais une élection présidentielle ne se sera tenue dans un tel contexte social de perturbations et de déséquilibres politiques"*, conclut Pascal Perrineau.

Désinformation. Quand un média d'extrême droite commande un sondage, que peut-il arriver d'autre ? Ils veulent créer un climat de psychose collective.

Sondage BFMTV. 91% des Français condamnent les violences perpétrées en marge des manifestations, 24% les comprennent - BFMTV 21 octobre 2026

91 % des Français condamnent les violences et les pillages perpétrés lors de la manifestation pour les revendications portant notamment sur le pouvoir d'achat, la vie chère et la situation des lycéens et des étudiants, selon un sondage Elabe réalisé pour BFMTV publié ce mercredi 21 octobre. 9% des personnes interrogées ne les condamnent pas.

En outre, si 75% des Français indiquent ne pas comprendre ces violences, ils sont 24% à les comprendre. Le reste des personnes sondées (1%) ne se prononce pas. BFMTV 21 octobre 2026

J-C - BFMTV prétend que 91% des Français condamneraient les violences du 17 octobre, puis ils indiquent que 75% de ces Français ne comprennent pas ces violences, ce qui ne signifie pas du tout la même chose.

Il faut être clair, s'ils ne les comprennent pas, comment peuvent-ils les condamner ? 24% les comprendrait, ce qui ne signifie pas non plus qu'ils les partageraient ou qu'ils seraient prêts également à recourir à la violence.

Dans les deux cas, on ne doit pas faire dans la surinterprétation ou prêter à des gens un état d'esprit qui n'est pas le leur, et c'est justement ce que fait BFMTV en tant que porte-parole du gouvernement et de l'oligarchie.

Fallacieusement ils ont posé deux questions de sorte que les pourcentages obtenus puissent faire l'objet d'une manipulation indépendamment l'une de l'autre, c'est là qu'était l'astuce malveillante ou frauduleuse.

A propos de ces violences :

- Vous les condamnez = 91%
- Vous les comprenez = 24%

Qui ne condamnerait pas au premier abord des manifestations de violence aveugle, injuste, avec ou sans matraquage médiatique, donc la première question était délibérément orientée de manière à obtenir 100% !

En revanche, la seconde qui faisait davantage appel à la réflexion a obtenu une réponse qui nous interpelle, car elle signifierait qu'en fait un quart de la population refuse de la condamner, sans partager cette violence ou être prêt à s'y adonner soi-même, en lui trouvant des circonstances atténuantes ou des motivations qui pourraient être légitimes, si les mots ont encore un sens évidemment.

Il y avait pire dans cet article pourri de BFMTV.

Ils se sont bien passés de relater d'autres questions posées lors de ce sondage, ainsi que les réponses qu'elles avaient suscitées, et pour cause.

Je suis allé voir sur le portail d'Elabe.

<https://elabe.fr/fichier-pdf/13334-les-francais-les-manifestations-du-17-octobre-et-les-violences/>

Seconde question :

7 Français sur 10 font la distinction entre les manifestants et les individus venus spécifiquement pour commettre des violences et piller

Selon vous, les personnes impliquées dans les violences et les pillages étaient principalement ?

- Des individus ou des groupes venus spécialement pour commettre des violences et piller, indépendamment de la mobilisation sociale. = **70%**
- Des personnes participant à la mobilisation qui ont également commis des violences et des pillages. = **4%**

Cela signifie qu'ils n'ont pas réussi à criminaliser ni les manifestants ni les organisations qui ont participé à cette mobilisation, ils ont échoué à retourner la population contre eux, autrement dit, l'immense majorité des travailleurs et jeunes soutiennent ces manifestations contre le capitalisme et le régime, pour autant, il n'y a pas lieu d'en tirer des conclusions hâtives, attendez la suite. On ne peut pas affirmer que les masses auraient atteint un certain niveau de maturité politique, disons qu'elles en sont encore au stade social-démocrate. N'allez surtout pas imaginer qu'il serait devenu plus difficile de les manipuler dans l'avenir, lisez la suite.

Troisième question.

Selon vous, chacune des revendications suivantes exprimées lors des manifestations du 17 octobre, sont-elles... ?

- Les revendications portées par les manifestants pour le pouvoir d'achat et contre la vie chère - Légitimes = 93%

- Les revendications portées par les lycéens et les étudiants - Légitimes = 82%

Là encore en apparence, ce serait inquiétant pour les capitalistes et leurs représentants, car cela signifierait que la quasi-totalité des travailleurs et jeunes du pays soutiendraient le combat politique engagée par les couches les plus déterminées des masses soutenues par le mouvement ouvrier contre l'Etat et le capitalisme. Mais dans un sondage, la personne interrogée est atomisée ou isolée, elle répond ou réagit à titre individuel en fonction de ses propres besoins, sans avoir nécessairement conscience d'appartenir à une classe sociale et de partager ses préoccupations, lui prêter forcément une conscience de classe ou collective serait commettre une grave erreur. Vous allez comprendre pourquoi je le précise.

Quant aux autres questions qui concernaient les origines et la responsabilité de ces violences, là, ce fut beaucoup plus confus ou contradictoire. Il fallait s'y attendre ou c'est logique, dans la mesure où les réponses étaient carrément suggérées dans l'énoncé des questions, de sorte qu'il n'y avait plus qu'à répondre par oui ou par non sans prendre le temps ou la précaution de réfléchir, c'étaient ce qu'on appelle des questions fermées en somme.

Un exemple :

- Certains responsables estiment que les prises de position de Jean-Luc Mélenchon et de La France Insoumise ont contribué à attiser les tensions et à créer un climat favorable aux violences du 17 octobre. Etes-vous d'accord ou non avec cette affirmation ?

Tout à fait d'accord = 42%

Plutôt d'accord = 26%

Pas vraiment d'accord = 15%

Pas du tout d'accord = 16%

Vous aurez remarqué que la question a été formulée en recourant à la forme affirmative et au mode indicatif et non au conditionnel, afin de lui donner du relief, de créer un effet de réalité ou la renforcer, de sorte que ce qui pourrait être présenté comme une suggestion par un esprit déjà tordu, serait un fait établi, indiscutable "*Mélenchon et de LFI ont contribué à attiser les tensions et à créer un climat favorable aux violences*", si on vous le dit, c'est incontestable, donc vous serez forcément d'accord avec cette affirmation.

Quant aux questions relatives à l'adoption de mesures pour renforcer la répression ou liberticides, ils sont entre 71 et 90% à les approuver, ce qui n'est pas bon signe ou pourrait augurer mal la suite, mais rien n'est acquis. Cela prouve au moins que l'immense majorité se comporte comme si elle avait l'impression d'avoir encore beaucoup à perdre, ce qui colle avec ma propre analyse.

La masse des nantis est prête à approuver toutes une batterie de mesures réactionnaires dès lors qu'elles ne concerneraient que les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière et des classes moyennes. Ils croient qu'ils seraient épargnés, mais ce qu'ils ne s'imaginent pas encore, c'est que lorsque ces mesures auront été adoptées, quand le moment sera venu pour le régime de s'attaquer à leurs privilèges, à qui d'autres pourraient-ils s'en prendre, la répression s'abattra sur eux de la même manière si l'idée leur prenait de vouloir manifester. Là seulement ils déchanteront, et ils rejoindront les rangs des déshérités et combattants pour la liberté et l'émancipation du capital !

Un internaute pose une question :

- Pourquoi Elabe et BFM n'ont pas posé la question de la condamnation des violences policières contre les lycéens? Ou du bilan Lecornu-Nunez? Toujours aussi biaisé.

Italie.

Violences en marge des manifestations en Italie : Meloni présente un nouveau dispositif de sécurité - Euronews 21 octobre 2026

Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, la cheffe du gouvernement italien a annoncé le renforcement du dispositif de sécurité, approuvé par décret aux Conseil des ministres et comprenant plusieurs mesures.

"Un nouveau délit voit le jour : la participation violente à une manifestation. En clair : si, pendant un cortège ou une manifestation, vous rejoignez un groupe de cinq personnes ou plus, lancez des pierres, des pétards, des bâtons, et mettez en danger la sécurité de tous, vous risquez jusqu'à 5 ans de prison et jusqu'à 20 000 € d'amende. Si vous aviez le visage couvert ou si vous avez blessé quelqu'un, la peine augmente, et les peines augmentent aussi pour ceux qui dévastent en groupe", a martelé la dirigeante italienne.

Le décret prévoit également de faciliter les poursuites judiciaires contre les mineurs impliqués dans des actes de vandalisme et de pillage dès 14 ans et de rendre leurs parents financièrement responsables des dégâts occasionnés.

Le Parlement dispose désormais de 60 jours pour convertir ce décret en loi.

Il s'agit du huitième paquet sécuritaire adopté par le gouvernement Meloni, en fonction depuis octobre 2022.

Russie.

Ouchakov : la Russie prête à reprendre les négociations trilatérales en novembre - RT 21 oct. 2026

Le 21 octobre, à Saint-Pétersbourg, Vladimir Poutine et l'émissaire américain Steve Witkoff ont évoqué la reprise des pourparlers avec Kiev. À l'issue de leur entretien, qui a duré près de trois heures, le conseiller présidentiel Iouri Ouchakov a fait savoir que la Russie était disposée à renouer le dialogue vers la mi-novembre.

Le conseiller du président russe a précisé que les délégations pourraient se retrouver à Abou Dhabi. Leur composition n'a pas encore été annoncée.

Le 21 octobre, Volodymyr Zelensky a déclaré sur Fox News être prêt à geler les combats sur les positions actuelles. Interrogé par Brian Kilmeade sur un accord qui laisserait Kiev contrôler au moins 75 % du territoire ukrainien, il a répondu : « *Oui, actuellement, nous devons geler [la ligne de front], et je pense que c'est le vrai moyen de mettre fin à cette guerre.* »

La veille, à la Maison Blanche, Donald Trump avait appelé Zelensky à conclure un accord avec Moscou : « *Nous voulons que Zelensky conclue un accord. Il peut conclure un accord. Il aurait pu le faire il y a deux ans, lors de notre brève discussion au Bureau ovale.* » RT 21 oct. 2026

Burkina Faso

Burkina Faso : une réforme du Code pénal réintroduit la peine de mort 21 oct. 202

L'Assemblée législative du peuple (ALP) du Burkina Faso a adopté à l'unanimité, le 20 octobre, un projet de loi portant révision du Code pénal, présenté et défendu par le ministre de la Justice et des Droits humains, Me Edasso Rodrigue Bayala.

Principale mesure de cette réforme, la réintroduction de la peine capitale pour les actes de terrorisme, l'espionnage, la trahison, le parricide ainsi que l'importation de produits périmés ou prohibés ayant entraîné la mort.

Selon le ministre, cette révision vise à adapter la législation pénale aux enjeux de protection de l'ordre public, de lutte contre la criminalité économique et financière, de préservation de l'environnement et de la famille, ainsi que de renforcement de la sécurité routière.

« *Nous avons constaté sur le terrain que ces terroristes recrutent en promettant aux candidats que, même s'ils venaient à être arrêtés en tant qu'auteurs ou complices d'actes de terrorisme, ils ne risquaient pas grand-chose de plus que la prison à vie* », a expliqué Me Edasso Rodrigue Bayala.

Le ministre a précisé que les actes liés au terrorisme, commis « *en tant qu'auteur ou complice* », seraient passibles de la peine capitale. Il en irait de même pour les auteurs et complices de l'importation frauduleuse de produits périmés ou prohibés ayant entraîné la mort.

La réforme du Code pénal prévoit un durcissement des sanctions contre les crimes économiques et financiers. Les détournements de fonds dépassant un certain montant pourraient désormais être punis de la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une amende équivalant au triple des sommes détournées.

Face à l'insécurité routière, présentée comme l'une des principales causes de mortalité au Burkina Faso, le nouveau texte introduit des peines d'emprisonnement pour certains comportements

jusqu'alors non sanctionnés pénalement. Il aggrave également les sanctions applicables à plusieurs infractions, dont certaines passent de la catégorie des contraventions à celle des délits.

Le Code pénal prévoit par ailleurs des sanctions pour l'homosexualité et les pratiques assimilées. De lourdes amendes sont également prévues pour les atteintes aux normes de protection de l'environnement, ainsi que pour l'abattage ou l'exportation illégale de bêtes de somme, notamment les ânes et les chevaux.

De nouvelles infractions ont également été introduites dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

J-C - Je pense qu'il faut relativiser certaines sanctions, par exemple sur l'homosexualité. Elles ne s'appliqueront qu'en cas de prosélytisme et elles ne concerneront non l'homosexualité en tant que telle ou à titre individuel.

Pour autant, les occidentaux bien-pensants (la gauche social-néolibérale libertaire) opposés au régime en place au Burkina Faso vont saisir cette occasion pour le présenter comme une horrible dictature, alors que sur le plan économique et social il fait un travail remarquable pour sortir leur pays du sous-développement et de la misère dans lesquels l'impérialisme français l'ont maintenu pendant un siècle (1896). Je rappelle que c'est l'un des plus pauvres de la planète, à côté en Inde, nous sommes des nantis, je ne plaisante pas, et je sais de quoi je parle, j'y vis depuis 32 ans.